

# Un partenariat public-privé pour repositionner la Bourse de sous-traitance

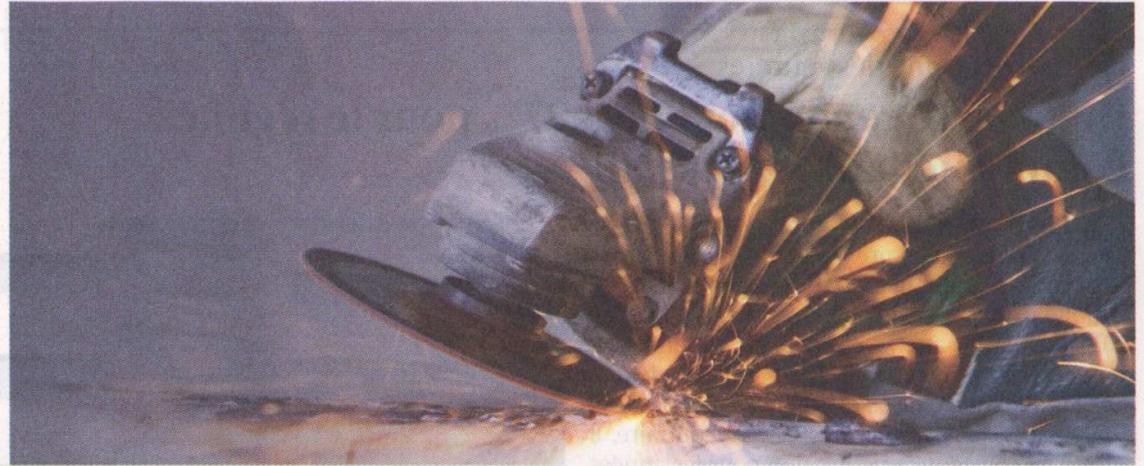
Le ministère de l'Industrie, la CGEM, Attijariwafa bank et le groupe OCP préparent une convention de partenariat pour le repositionnement de la Bourse nationale de sous-traitance, avec notamment la création d'une place de marché.

C'est un mini big-bang qui se prépare pour relancer la BNSTP. Le ministère de l'Industrie, la CGEM, Attijariwafa bank et le groupe OCP préparent en effet une convention de partenariat stratégique pour le repositionnement de la Bourse nationale de sous-traitance et de partenariat (BNSTP). Selon des déclarations de sources bien informées au «*Matin Eco*», cette convention vise plus précisément à apporter un appui institutionnel afin de booster la Bourse de la sous-traitance à l'échelle nationale et internationale, favorisant notamment le développement des écosystèmes, au profit des PME-PMI et TPE marocaines. La convention a en outre pour objectif de soutenir financièrement la BNSTP dans le but de lui permettre de jouer pleinement son rôle et de créer une vraie culture de sous-traitance et d'écosystèmes conforme aux standards internationaux. L'un des projets phares attendus est la création d'une place de marché virtuelle à travers la BNSTP, permettant de mettre en lumière et gérer les opportunités de sous-traitance industrielle et de partenariat, entre les grands donneurs d'ordres et les entreprises. Selon nos sources, le repositionnement de la BNSTP passera d'abord par une étude qui devra être lancée juste après la signature de la convention. Cette étude stratégique permettra, ensuite, d'élabo-

rer une nouvelle stratégie de développement de la BNSTP. Sur le plan du soutien financier, il est prévu que le ministère de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique débloque plus de 2 millions de DH à la BNSTP entre 2015 et 2017 afin d'aider la Bourse à faire face aux besoins de fonctionnement, en attendant qu'elle arrive à un autofinancement.

La CGEM, Attijariwafa bank et le groupe OCP devront aussi participer au soutien financier de la BNSTP, notamment pour la réalisation de l'étude. Rappelons que faute de moyens financiers, la Bourse nationale de sous-traitance et de partenariat (BNSTP) est depuis plus de 3 ans menacée d'arrêter ses activités, après plus de 20 ans d'existence et «*3.000 opportunités d'affaires créées*», selon des déclarations en 2014 des responsables de la BNSTP au journal «*le Matin*». Une situation qui a poussé les responsables de cet organisme, chargé de la promotion du tissu industriel par la sous-traitance, à solliciter plusieurs fois une intervention urgente du ministère de l'Industrie, l'un des membres fondateurs de la Bourse, et sa tutelle.

Des réunions ont été organisées depuis l'année dernière avec l'actuel ministre de l'Industrie, Moulay Hafid Elalami, qui avait promis de repositionner la Bourse en harmonie avec la nouvelle stratégie d'accélération industrielle et



La convention vise à apporter un appui institutionnel et financier afin de booster la Bourse de la sous-traitance et le développement des écosystèmes.

Une place de marché virtuelle sera lancée à travers la BNSTP, permettant de gérer les opportunités de sous-traitance industrielle et du partenariat.

L'ouverture du Maroc vers les pays du Sud, essentiellement l'Afrique subsaharienne. Depuis, le patronat, Attijariwafa bank et le groupe OCP, en tant que grands acteurs de l'économie nationale, très actifs dans la création et le renforcement d'écosystèmes compétitifs, se sont aussi mobilisés pour apporter leur soutien à la BNSTP au profit des PME-TPE et de l'économie nationale.

Les difficultés de la BNSTP remontent à 2010. Cette association à but non lucratif, créée en 1992, dispose en principe d'une subvention annuelle de l'État à travers la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie du Maroc. C'est sa principale source de financement, aux côtés des cotisations annuelles versées par les membres (2.000 DH par an par adhérent sur une liste qui ne dépasse pas aujourd'hui une centaine de PME-PMI).

Cette subvention a été réduite progressivement de 2,5 à 1 million de DH pour être gelée depuis 2011. Et les cotisations des membres restent faibles pour financer les activités et les besoins de fonctionnement et de développement de la Bourse.

Résultat, la BNSTP n'a pas été capable de renforcer ses effectifs afin d'opérationnaliser son business plan qui prévoyait, entre autres, l'organisation régulière du Salon international de sous-traitance et du partenariat qui représente 50% des recettes de la Bourse. La nouvelle stratégie doit permettre à la BNSTP d'assurer son autofinancement pendant trois ans, à travers notamment l'organisation de salons, la réalisation d'études sectorielles et transversales au bénéfice des fédérations membres. ■

Moncef Ben Hayoun